

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 6-10 novembre 2006**

## **QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE**

**Point 4 de l'ordre du  
jour**

*Pour information\**

**F**

Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2006/4-C**  
6 octobre 2006  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **MISE À JOUR ANNUELLE SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE**

\* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

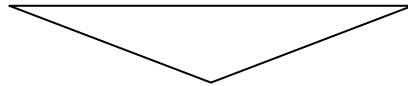
**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, PDP:	M. S. Samkange	tél.: 066513-2767
Chef, PDPF:	M. F. Espejo Elgueta	tél.: 066513-2064

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

## PROJET DE DECISION\*



Le Conseil prend note du document intitulé "Mise à jour annuelle sur l'alimentation scolaire" (WFP/EB.2/2006/4-C).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.2/2006/16) publié à la fin de la session du Conseil.

## INTRODUCTION

1. Le présent document expose la situation actuelle des programmes d'alimentation scolaire —activités Vivres au profit de l'éducation (VPE)— menés par le PAM<sup>1</sup> ainsi que les mesures d'appui prises par le Service de l'alimentation scolaire (PDPF) depuis octobre 2005.
2. Au cours de la dernière décennie, l'accès à l'enseignement primaire s'est considérablement amélioré en de nombreux endroits. Toutefois, on estime qu'au niveau mondial, 115 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire<sup>2</sup>, dont 53 pour cent de filles, ne sont pas scolarisés. Sur ce total, les trois quarts vivent en Asie du Sud (42 millions) ou en Afrique de l'Ouest et du Centre (24 millions); 58 pour cent des bénéficiaires des activités vivres pour l'éducation du PAM se trouvent dans ces régions.
3. Le PAM, ayant accumulé plus de 40 années d'expérience dans ce domaine, est devenu la principale institution internationale qui exécute des programmes VPE dans les pays en développement. En 2000, il a lancé la campagne mondiale de cantines scolaires à titre de contribution à l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) qui vise à assurer l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015, ainsi que l'initiative Éducation pour tous. En 2000, le PAM a fourni une aide à 12,3 millions d'élèves dans 54 pays. En 2005, les programmes vivres pour l'éducation appuyés par le PAM dans 74 pays touchaient approximativement 21,7 millions de bénéficiaires, soit 31 pour cent de plus qu'en 2004, ce qui s'explique par une augmentation de 72 pour cent des bénéficiaires au titre des interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) et une augmentation de 21 pour cent des bénéficiaires au titre des opérations d'urgence. En 2005, 48 pour cent des bénéficiaires des activités vivres pour l'éducation étaient des filles.
4. Les programmes VPE du PAM visent à favoriser l'accès équitable à l'éducation pour les groupes de population les plus vulnérables et les plus exposés à l'insécurité alimentaire des pays bénéficiant de l'aide. En fournissant des repas ou des collations à l'école et/ou des rations à emporter, le PAM appuie les actions qui visent à assurer l'éducation primaire pour tous et à réduire les disparités entre les sexes dans l'enseignement,<sup>3</sup> préparant ainsi une future génération d'adultes compétents et responsables. Le PAM s'efforce d'accroître l'impact de ses programmes VPE en soutenant le "paquet éducatif essentiel" (voir paragraphes 18 et 19) pour contribuer à assurer d'une bonne situation sanitaire et nutritionnelle à l'école.
5. Le PAM renforce les capacités et les compétences des gouvernements et des institutions pour leur permettre de concevoir, de mettre en oeuvre et de gérer des programmes nationaux d'alimentation scolaire dans le cadre de leurs politiques nationales d'éducation, conformément aux buts qu'ils poursuivent et à leurs objectifs de développement. Le PDPF s'attache principalement à répondre aux besoins des bureaux de pays du PAM, des partenaires d'exécution et des gouvernements bénéficiaires. Son objectif ultime est de fournir des services et des orientations sur les questions de politique générale, un appui technique pour la conception, l'examen et la mise en oeuvre des programmes, la création de partenariats et les activités de plaidoyer.

<sup>1</sup> Le PDPF passe actuellement en revue les définitions des expressions "Vivres au profit de l'éducation" et "alimentation scolaire" et fera part de ses conclusions dans le document de politique générale sur les activités VPE qui sera publié prochainement.

<sup>2</sup> *Children out of school: Measuring the exclusion from primary education*. UNESCO 2005.

<sup>3</sup> OMD 2 et 3.



## Financement

6. Le financement des programmes d'alimentation scolaire bénéficiant d'une aide du PAM est une priorité pour les gouvernements donateurs, habituels ou non, et les organisations partenaires. En 2005, des fonds ont été versés spécifiquement pour les programmes d'alimentation scolaire, comme suit: Australie, 387 000 dollars É.-U.; Canada, 19,8 millions de dollars; France, 5,3 millions de dollars; Inde, 24,2 millions de dollars; Luxembourg, 1,2 million de dollars. Les contributions multilatérales destinées à un emploi spécifique restent une source régulière de financement des programmes d'alimentation scolaire du PAM.
7. Les États-Unis, dans le cadre du Programme international George McGovern–Robert Dole d'alimentation en faveur de l'éducation et de la nutrition infantile, ont versé des contributions de 21,4 millions de dollars, soit près de 22 pour cent des fonds totaux de ce programme pour 2006. Le PAM a soumis des propositions émanant de 21 pays qui remplissaient les conditions requises pour 2007.
8. En 2005, les donateurs du secteur privé ont offert 6,7 millions de dollars en faveur des activités d'alimentation scolaire du PAM. Des sociétés telles que Cargill, le Crédit Suisse, Danone, International Paper, National Postcode Loterij, TIM, TNT et Veolia Environnement ont versé des contributions à ces activités au niveau local. De nombreux particuliers ont en outre apporté des contributions par le biais de groupes d'Amis du PAM aux États-Unis, au Japon et en Italie, des postes italiennes, des campagnes de financement en ligne "Don de l'espoir" et de la Matrice d'aide à l'alimentation scolaire.

## Principales réalisations du PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire

9. Un atelier mondial destiné à tous les contacts locaux du PAM pour l'alimentation scolaire, qui s'est tenu à Dubai en octobre 2005, a permis de sensibiliser les participants aux prestations de services essentiels, de partager les renseignements à ce sujet et de connaître le point de vue de personnes travaillant sur le terrain. À l'issue de cet atelier, le PDPF a lancé "*Food for Education Snack*", bulletin bihebdomadaire qui permettra de communiquer aux contacts pour l'alimentation scolaire dans le monde entier les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques.
10. Des missions techniques chargées d'examiner les composantes vivres pour l'éducation des programmes de pays, des IPSR et des activités de développement se sont rendues en Angola, au Burundi, au Cap-Vert, en République démocratique du Congo (RDC), en Guinée-Bissau, en Haïti, en Inde, au Mali, à Madagascar, au Lesotho, au Mozambique, en République du Congo, au Rwanda et en Gambie. Depuis 2005, par exemple, le PAM aide le Gouvernement malgache à mettre au point un programme national d'alimentation scolaire.
11. En RDC, une évaluation conjointe Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)/PAM a déterminé que 1,5 million d'enfants avaient besoin d'une aide sous forme d'activités VPE. Toutefois, du fait de difficultés, qui tiennent notamment à l'absence de partenaires d'exécution dans le domaine de l'éducation et à la situation précaire de la sécurité dans le pays, le PAM n'a pu atteindre que 139 955 bénéficiaires, contre 200 000 prévus en 2005. En raison des problèmes généraux de sécurité, le PAM a mené pratiquement toutes ses activités VPE dans les zones urbaines, où il était plus facile d'accéder à des écoles importantes regroupant de nombreux bénéficiaires —parfois plus de 1 000 par école. La mission d'appui technique a recommandé de réorienter progressivement les activités de façon à couvrir davantage d'écoles dans les zones rurales exposées à l'insécurité alimentaire, où la paix et la stabilité sont rétablies depuis peu.

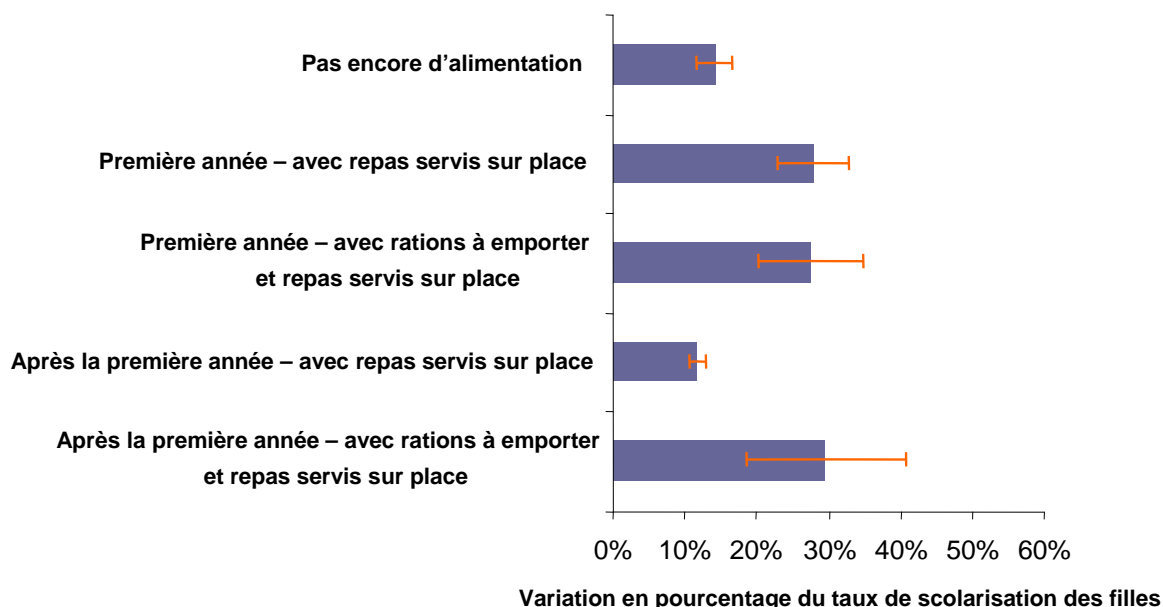
Le PAM a l'intention de toucher les enfants encore exclus en élargissant le programme VPE à mesure que la situation se stabilisera dans le pays.

12. Les orientations destinées aux bureaux de pays ont été améliorées en mettant à jour la section du *Guide d'élaboration des programmes* qui concerne les activités VPE. Le *Manuel sur l'alimentation scolaire* est lui aussi en cours de révision, en vue d'inclure le développement du jeune enfant dans les programmes VPE.
13. Le PAM a apporté un appui aux voyages d'études de représentants du gouvernement dans le cadre de la coopération Sud-Sud; par exemple, des fonctionnaires du Sri Lanka et du Pakistan se sont rendus au Chili pour étudier l'expérience de ce pays en matière d'alimentation scolaire. Des échanges analogues ont eu lieu entre le Cap-Vert et le Brésil et entre le Timor-Leste et le Cap-Vert.
14. Pour renforcer les connaissances concernant les programmes VPE, le PAM a accueilli un séminaire d'experts sur cette forme d'aide, qui s'est tenu à Rome les 8 et 9 mai 2006. Y ont participé des spécialistes de la famine, de la nutrition et de l'éducation venant d'établissements universitaires, de la Banque mondiale, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de gouvernements. Les principaux objectifs du séminaire étaient les suivants: i) présenter et étudier les recherches récentes sur les bienfaits des activités VPE; ii) identifier les bienfaits des activités VPE, sur la base de preuves solides, dans différents contextes, et ce à plusieurs niveaux —éducation, nutrition, santé, équité sociale, droit à la nourriture et développement agricole local; et iii) identifier les lacunes et les moyens d'y remédier, notamment par le biais de la coopération entre le PAM et d'autres intervenants. Ce séminaire, entre autres, a abouti à la création d'un réseau mondial de partenaires oeuvrant dans le domaine, qui s'inspire du Réseau latino-américain pour l'alimentation scolaire (LA-RAE).

## Suivi et évaluation

15. En 2005, le PAM a poursuivi la décentralisation de la réalisation de l'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire et du traitement des données y afférentes. Depuis cinq ans, cette enquête fournit des données sur les résultats obtenus par les programmes VPE bénéficiant de l'aide du PAM dans 67 pays. Une récente analyse des données provenant de cette enquête, dans 32 pays d'Afrique subsaharienne entre 2002 et 2005, semble indiquer que les activités VPE ont un impact considérable sur le taux d'inscription dans les écoles recevant une aide du PAM. Au cours de la première année qui a suivi l'introduction de programmes VPE, le taux de scolarisation moyen a augmenté de 28 pour cent pour les filles et de 22 pour cent pour les garçons. Ensuite, le taux de scolarisation a varié en fonction des modalités d'exécution des programmes VPE (voir la figure 1). Dans les cas où des rations à emporter étaient fournies aux filles parallèlement aux repas scolaires servis à tous les élèves, l'augmentation des inscriptions de filles s'est maintenue à 30 pour cent, une année après l'autre. Toutefois, dans les écoles proposant uniquement des repas scolaires, le taux de scolarisation est retombé au bout d'un an au niveau constaté avant le lancement des programmes VPE. Les rations à emporter semblent réduire le taux d'abandon des filles, en particulier dans les classes les plus élevées.

**Figure 1: Évolution d'une année à l'autre du taux de scolarisation des filles (en pourcentage), en Afrique subsaharienne, par type d'activité VPE**



16. Depuis l'automne 2005, le traitement des données n'est plus effectué au Siège du PAM mais dans les bureaux de terrain. Cette décentralisation permet d'atteindre plus facilement l'objectif stratégique du PAM, qui est de renforcer son potentiel et celui des bureaux de terrain des contreparties. Elle permet de transférer des connaissances et des compétences, d'améliorer la circulation de l'information sur le terrain et, surtout, la rapidité d'accès aux résultats aux fins de la prise de décision. En fournissant des instruments et des informations, et en prenant en charge une partie des coûts, le PAM assure un soutien aux bureaux de pays à chaque étape du processus de décentralisation.
17. Le PDPF a mis au point un nouveau logiciel grâce auquel les bureaux de pays et les bureaux régionaux peuvent introduire, traiter et analyser les données via une base accessible par le réseau du PAM. Les résultats des enquêtes étant obtenus automatiquement, les utilisateurs peuvent se concentrer sur l'interprétation des données, puis modifier la conception des programmes en conséquence. Pour faciliter la collecte des informations, le questionnaire a été simplifié et intégré à l'approche commune du suivi et de l'évaluation du PAM.

### **Prestations de services essentiels (un bagage pour la vie)**

18. Les produits alimentaires ne sauraient à eux seuls assurer aux enfants le meilleur départ possible dans la vie; les programmes VPE ont davantage d'impact lorsqu'ils sont liés à des interventions globales en matière de nutrition et de santé à l'école. Reconnaissant l'importance d'un milieu scolaire sain, le PAM a conclu en 2002 un accord de partenariat avec l'UNICEF pour collaborer à un ensemble d'interventions —prestations de services essentielles<sup>4</sup>— en vue d'améliorer l'état nutritionnel et la santé des écoliers.

<sup>4</sup> Le Manuel "The Essential Package: twelve interventions to improve health and nutrition of school-age children" est disponible au PDPF, PAM, Rome.

19. Cette initiative, à laquelle participe plusieurs institutions, est fondée sur le cadre proposé dans le programme FRESH (Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace) et vise à renforcer les programmes de santé, d'hygiène et de nutrition dans les écoles. En 2006, le PAM a participé à l'estimation des coûts du "paquet éducatif essentiel (un bagage pour la vie), organisée à Banjul (Gambie) par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), afin de savoir si l'intensification des prestations au titre du paquet éducatif essentiel dans divers pays était possible en pratique.
20. **Déparasitage.** Les enfants d'âge scolaire représentent habituellement la tranche d'âge la plus infectée par les parasites; le déparasitage est une intervention remarquablement peu onéreuse qui permet de réduire l'anémie et d'améliorer la santé générale des individus. Le PAM élargit ses activités de déparasitage de manière à couvrir tous les écoliers bénéficiant de son aide dans les zones où l'on constate une forte prévalence de parasites intestinaux.
21. En 2006, les campagnes de déparasitage bénéficiant de l'appui du PAM ont touché plus de 11 millions d'enfants. En Afghanistan, l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le PAM et le Gouvernement ont lancé une campagne massive de déparasitage destinée à 6 millions d'enfants pendant l'année scolaire 2005–2006. Le PAM a aussi collaboré avec la société Johnson & Johnson et s'est associé aux dons de mébendazole, et a incorporé des traitements de grande envergure et de longue durée dans ses programmes d'alimentation scolaire.
22. **Enrichissement des aliments en micronutriments.** Les enfants d'âge scolaire, et les populations les plus vulnérables des pays en développement, souffrent de carences multiples en micronutriments, ce que l'on appelle "la faim cachée". Les carences en fer, en vitamine A et en iode sont particulièrement fréquentes chez les enfants de ces pays, et constituent l'une des formes de malnutrition les plus nuisibles pour les fonctions cognitives et la réussite scolaire. Des micronutriments peuvent être fournis par les aliments enrichis du PAM, des compléments en micronutriments ou des aliments naturels disponibles sur les marchés locaux. La fourniture d'aliments enrichis peut constituer une stratégie d'un bon rapport coût-efficacité pour remédier aux carences des enfants d'âge scolaire.
23. À la mi-2005, le PAM a tenu des consultations fructueuses avec un partenaire du secteur privé, DSM Sight&Life, qui est convenu d'apporter son soutien à un projet pilote destiné aux enfants d'âge préscolaire et scolaire en République-Unie de Tanzanie et au Cambodge. Ce projet vise à étudier l'acceptabilité et l'utilisation de sachets à dose unique de micronutriments en poudre qui permettent de saupoudrer facilement n'importe quel aliment cuisiné.

## Partenariats et collaboration interorganisations

24. Les partenariats sont une priorité pour le PAM, comme le montrent l'idée du Directeur exécutif, qui voudrait faire du PAM "le meilleur partenaire possible", ainsi que l'objectif de gestion du PAM énoncé dans le Plan stratégique 2006–2009, à savoir mettre en place des partenariats solides pour éradiquer la faim. Les partenariats avec les institutions des Nations Unies, les organisations internationales et non gouvernementales (ONG), le secteur privé et les communautés sont indispensables pour les activités du PAM.
25. **FAO.** Le PAM a collaboré avec l'Alliance internationale contre la faim, en vue de promouvoir l'alimentation scolaire au niveau national comme moyen d'éradiquer la faim; il a concentré ses activités sur Haïti, le Mozambique et l'Angola. Il a aussi collaboré avec la FAO pour créer un site Web sur les potagers scolaires, destiné à fournir des outils et des renseignements utiles aux bureaux de pays. Le PAM et la FAO oeuvrent aussi ensemble dans le cadre du partenariat pour l'éducation des populations rurales.





26. **Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).** Suite à la signature d'un mémorandum d'entente entre le NEPAD et le PAM pour la promotion de l'alimentation scolaire à base de produits locaux, le PDPF et le Bureau régional pour l'Afrique centrale ont organisé des missions d'appui technique pour aider le Gouvernement nigérian de formuler un programme national d'alimentation scolaire. Au Ghana, les efforts des Gouvernements ghanéen et néerlandais et des milieux d'affaires en liaison avec l'Université de Berkeley en Californie, et le PAM ont permis de mobiliser l'intérêt et d'obtenir un appui financier pour le programme national d'alimentation scolaire à partir de produits locaux. Le PAM prépare un mémorandum d'entente avec le programme national d'alimentation scolaire du Ghana, à des fins de ciblage commun, d'harmonisation des stratégies, des intrants et du suivi, et d'élaboration d'une stratégie durable fondée sur un cadre institutionnel, administratif et financier. Le PAM a par ailleurs mis au point un projet de programme national d'alimentation scolaire au Kenya, pour lequel il recherche des donateurs.
27. **UNICEF.** L'UNICEF est peut-être le plus important partenaire multilatéral du PAM pour les activités d'alimentation scolaire, parce qu'il s'occupe particulièrement des enfants et de l'éducation. L'UNICEF et le PAM sont les organisations du Groupe des Nations Unies pour le développement les plus étroitement liées en raison de leur forte présence sur le terrain. Suite à la signature du mémorandum d'accord PAM/UNICEF en juillet 2005, les deux institutions collaborent à des activités liées à l'alimentation scolaire au sein d'instances nationales, régionales et mondiales. En 2006, le PAM a apporté une contribution concernant le suivi et l'évaluation (S&E) au manuel de l'UNICEF sur les écoles conçues en fonction de l'enfant.
28. **UNESCO.** Depuis le Forum mondial sur l'éducation organisé à Dakar en avril 2000, le PAM participe au mouvement de l'Éducation pour tous, conduit par l'UNESCO. Le PAM est également membre de l'équipe interorganisations sur le VIH/sida et l'éducation dirigée par l'UNESCO, qui encourage l'engagement en faveur de l'éducation à la prévention et favorise les échanges d'informations dans ce domaine. Le PAM et l'Institut international de la planification de l'enseignement de l'UNESCO continuent de travailler ensemble au renforcement des activités de S&E pour les programmes d'alimentation scolaire.
29. **OMS.** Pour les activités de déparasitage, l'OMS est le principal partenaire du PAM. Les deux organisations recherchent de concert des donateurs susceptibles d'appuyer les programmes de déparasitage exécutés sur le terrain par le PAM et ses partenaires. L'OMS apporte aussi son concours technique à la conception des programmes de déparasitage soutenus par le PAM.
30. **Banque mondiale.** Le PAM et la Banque mondiale ont collaboré à une série de projets visant à évaluer l'impact relatif des repas scolaires et des rations à emporter sur la scolarisation, la fréquentation, la nutrition et les capacités d'apprentissage dans trois pays. La collaboration de la Banque mondiale porte aussi sur l'analyse coût-avantages de différents programmes d'alimentation scolaire.
31. **Équipes spéciales interorganisations.** Parmi les équipes spéciales interorganisations dont les travaux intéressent l'éducation, le PAM participe à la décennie pour l'éducation aux fins du développement durable, au Groupe de travail sur la nutrition des enfants d'âge scolaire du Comité permanent de la nutrition et au Groupe de travail international sur l'éducation.

32. **Réseau interorganisations pour l'éducation dans les situations d'urgence.** Le PDPF collabore avec ce réseau, en mettant au point et en coorganisant des ateliers régionaux sur la formation des formateurs aux normes minimales d'éducation dans les situations d'urgence. Ces ateliers visent à préparer les formateurs pour renforcer les capacités aux niveaux régional, national et local en vue d'interventions humanitaires comprenant des activités liées à l'éducation dans les situations d'urgence. Au cours des huit premiers mois de 2006, des agents du PAM venant des bureaux régionaux et des bureaux de pays ont participé à des ateliers à Nairobi, Bangkok et Dakar; d'autres prendront part aux ateliers qui se tiendront prochainement au Moyen-Orient et en Amérique latine.

### Partenariats avec les gouvernements et les collectivités locales

33. La stratégie du PAM visant à renforcer les capacités nationales a conduit à une collaboration entre le PDPF et le Fonds national pour le développement de l'éducation du Gouvernement brésilien, dont le but est d'aider les gouvernements à mettre en place ou à améliorer des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Le Gouvernement brésilien s'est engagé à prêter son concours technique aux programmes d'alimentation scolaire bénéficiant de l'aide du PAM dans des pays lusophones. Des missions conjointes PAM/Gouvernement ont été organisées en mai et en août 2006, en collaboration avec les gouvernements du Cap-Vert, de l'Angola et du Mozambique.
34. Le bureau du PAM en Éthiopie a mis en place un réseau et un cadre de planification destinés aux partenaires locaux, "Enfants dans le développement local" (CHILD). Cette initiative, lancée à l'origine par le Ministère de l'éducation et le PAM pour renforcer l'impact et la viabilité du programme d'alimentation scolaire, est mise en oeuvre par des partenaires comme l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Office de protection de l'environnement de l'Éthiopie, Project Concern International et l'Initiative du bassin du Nil.

### Secteur privé et société civile

35. **Campagne de mobilisation de fonds en ligne.** En collaboration avec la Division de la mobilisation des fonds dans le secteur privé, le PDPF a mis au point la première campagne en ligne du PAM à l'occasion des vacances —le "Don de l'espoir"<sup>5</sup>— à l'appui des programmes d'alimentation scolaire. La campagne pilote visait à recueillir davantage de ressources dans le secteur privé et à instaurer un réseau en ligne pour les activités de mobilisation de fonds qui seront menées à l'avenir par le PDPF. Elle a attiré de nombreux nouveaux donateurs en ligne et a permis de recueillir plus de 110 000 dollars, dépassant ainsi l'objectif fixé à l'origine.
36. **TNT.** Le programme de volontaires pour l'alimentation scolaire reste une composante du partenariat entre TNT et le PAM. Il offre aux employés de TNT la possibilité de participer aux programmes d'alimentation scolaire du PAM au Cambodge, en République-Unie de Tanzanie, au Nicaragua, en Gambie et au Malawi. Parmi les projets sur lesquels travaillent des volontaires de TNT, on peut citer l'implantation de potagers scolaires, la construction de latrines, de fourneaux, de systèmes de collecte de l'eau, de cuisines et de locaux d'entreposage. En 2005, plus de 600 écoles recevant une aide du PAM ont bénéficié du programme de volontaires de TNT, contre 250 en 2004. En 2005, pour que les intéressés s'investissent davantage dans le programme, TNT et le PAM ont mis au point un "jumelage" qui établit un lien entre le personnel et les fonds de TNT et un pays donné

---

<sup>5</sup> [www.wfpgiftofhope.org](http://www.wfpgiftofhope.org).



bénéficiant de l'aide du PAM; ce modèle a permis de mobiliser des ressources plus importantes pour ces activités.

37. Le PDPF et TNT procèdent actuellement à une autoévaluation conjointe du programme de volontaires pour l'alimentation scolaire, afin de prendre la mesure de son succès et d'identifier les ajustements à apporter à l'exécution et au mémorandum d'accord existant. Le PAM tiendra aussi compte de cette évaluation pour établir d'autres partenariats avec des donateurs privés. Les principales conclusions de l'évaluation seront rendues publiques à la fin d'octobre 2006.

### Initiatives régionales

38. **Région Amérique latine et Caraïbes.** À la dernière réunion de son comité directeur tenue en mars 2006, le Réseau latino-américain pour l'alimentation scolaire (LA-RAE), basé à Santiago (Chili), a approuvé un partenariat avec le bureau régional du PAM au Panama. Ce partenariat tendra principalement à mettre en oeuvre la composante gestion des connaissances —alimentation scolaire du programme de renforcement des capacités à l'appui de la protection sociale fondé sur l'aide alimentaire. En septembre 2006, à Cancún (Mexique), le Président du Mexique a présidé la cérémonie d'ouverture du deuxième congrès international du LA-RAE, auquel ont participé plus de 400 participants, dont des fonctionnaires venant du Brésil, du Mexique et du Chili, et des représentants d'organisations internationales, dont le PAM, d'universités, d'ONG et d'instituts de recherche.
39. **Région du Sahel.** Un plan d'action destiné à l'Alliance pour le Sahel et comprenant des examens par secteur, a été mis au point au début de l'année 2006 par les gouvernements, le PAM, l'UNESCO, l'UNICEF, la FAO et les ONG partenaires, parmi lesquelles World Vision International. En outre, un mécanisme harmonisé de S&E pour les pays de l'Alliance est en cours de formulation, en partenariat avec le PAM, l'UNESCO et l'UNICEF. Les indicateurs utilisés dans ce mécanisme sont fondés sur l'approche commune du suivi et de l'évaluation du PAM.

---

### PROCHAINES ETAPES

40. En 2005, le PAM a appuyé les efforts visant à assurer l'enseignement primaire pour tous en exécutant des activités VPE en faveur de 21,7 millions d'enfants vulnérables. Il fera tout son possible pour accroître le nombre de bénéficiaires dont les besoins ont été identifiés jusqu'à la fin de 2006 et en 2007.
41. La grande variété de contextes dans lesquels les interventions VPE ont été mises en oeuvre a mieux fait comprendre les avantages que peut offrir ce type d'aide sous divers aspects socio-économiques, notamment l'éducation, l'état nutritionnel, l'équité sociale et le développement agricole. Le PAM continuera de renforcer et de diffuser la base de connaissances sur les impacts, les procédures et les meilleures pratiques en ce qui concerne les activités VPE.
42. Le PAM s'efforcera de renforcer les capacités des gouvernements et des partenaires en matière de conception et d'exécution d'activités VPE de qualité, viables et d'un bon rapport coût-efficacité. Un des grands problèmes liés à l'exécution de ces activités est d'utiliser des produits locaux dans la mesure du possible<sup>6</sup>, initiative à effet rapide recommandée par le Sommet mondial des Nations Unies de 2005 pour réaliser les OMD. Pour appuyer des

---

<sup>6</sup> Document final du Sommet mondial des Nations Unies: alinéa 34.



solutions efficaces et durables, le PAM continuera de renforcer les capacités nationales de S&E dans les pays bénéficiant de son aide.



---

## LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES DANS LE PRESENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FRESH	Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
LA-RAE	<i>la Red de Alimentación Escolar para América Latina</i> (Réseau d'alimentation scolaire pour l'Amérique latine)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PDP	Division des stratégies, des politiques et de l'appui aux programmes
PDPF	Service de l'alimentation scolaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
S&E	suivi et évaluation
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VPE	Vivres au profit de l'éducation